ASSEMBLÉE NATIONALE

15 juin 2019

LUTTER HAINES INTERNET - (N° 1785)

Retiré

AMENDEMENT

N° CL265

présenté par
Mme de La Raudière

ARTICLE 4

Après l'alinéa 2, insérer l'alinéa suivant :

« Le Conseil supérieur de l'audiovisuel dispose des pouvoirs d'enquête et d'audit nécessaires pour permettre d'établir les moyens mis en œuvre par les opérateurs visés à l'article 1^{er} de la loi n° du visant à lutter contre la haine sur internet pour remplir leurs obligations. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Afin de pouvoir se rendre compte des moyens mis en œuvre par les opérateurs, il convient de renforcer le pouvoir d'enquête et d'audit du CSA.

En effet, les dispositifs techniques mis en œuvre sont extrêmement complexes, et force est de constater qu'en l'état actuel du texte, le CSA ne pourra pas investiguer de manière approfondie sur les logiciels utilisés par les opérateurs pour traiter les contenus haineux.

Il convient donc, pour que cette loi soit pleinement appliquée, et que la liberté d'expression soit respectée, de donner des pouvoirs d'investigation au CSA.